

**LE JOUR, 1954**  
**25 JUIN 1954**

### **SUR UN DISCOURS DU CHEF DE L'ETAT**

Comme tout le monde, nous avons entendu à la radio le brillant discours que M. le Président de la République a prononcé au Congrès des anciens élèves de l'Université Américaine. Comme tout le monde, nous avons trouvé à ce discours du mouvement et de l'éloquence.

La phrase balancée et le vocabulaire sonore ne nous ont pas laissé cependant l'impression d'une suffisante profondeur. Cette profondeur, nous l'appelions depuis longtemps de nos arguments et de nos vœux.

Les années qui se sont écoulées depuis 1945 et depuis 1948 ont apporté aux Arabes une somme d'enseignements dont pouvait se dégager pour eux une meilleure connaissance d'eux-mêmes et de leur structure sociale et politique, une philosophie, une sagesse.

En ce qui concerne la Palestine, retenons tout de suite la phrase excellente du Chef de l'Etat montrant le Sionisme comme une épine à notre flanc et qui nous interdit le sommeil. Cette image saisissante et familière à ceux qui, comme nous, au sujet d'Israël, ont eu depuis 1948 et bien avant 1948, à la clairvoyance qu'il fallait.

On nous rendra ce témoignage, que plus que quiconque, nous avons vu venir le malheur et tenu le monde arabe en éveil. Aux Juifs sionistes eux-mêmes nous avons montré de toutes les façons la témérité de leur entreprise et ses dangers.

Et c'est depuis des années que nous essayons de dégager d'un des drames les plus confus de l'histoire de ce siècle, les conditions d'un retour à l'ordre et d'un rétablissement de la paix. Il ne suffit pas en effet de constater avec amertume que les Arabes ont subi une défaite collective. A UNE SITUATION QUI NE FAIT QUE S'AGGRAVER IL FAUT TROUVER UNE ISSUE.

Monsieur le Président de la République a énuméré les trois conditions d'un redressement des pays de la Ligue arabe : en premier lieu, s'impose, a-t-il dit, en substance, une réforme intérieure de chacun de ces pays. Il faut ensuite que les problèmes fondamentaux entre pays arabes soient résolus rapidement et d'un commun accord. Enfin, il faut que les litiges entre chacun des pays arabes et le reste du monde soient considérés comme intéressant collectivement tous les Arabes du monde, considérés comme un bloc.

Tout cela est vite dit et moins facile à réaliser. En attendant que la thériaque arrive de l'Irak, dit le proverbe, le patient sera mort.

Monsieur le Président de la République nourrit un beau rêve. Nous disons nous autres qu'on vit de bonne soupe et non de beau langage et qu'il reste à savoir si d'unifier la

politique extérieure des Arabes, géographiquement, congénitalement orientés les uns d'un côté, les autres de l'autre, ne ressemble pas à la quadrature du cercle.

Nous ne demandons pas mieux que souverains et chefs d'Etat arabe se réunissent et causent ; qu'ils réfléchissent et qu'ils donnent une orientation commune à leur politique. Le succès d'une telle entreprise suppose une longue préparation et maintes références à l'histoire ; il suppose la suppression d'une foule d'arrière-pensées, l'abolition d'une foule d'ambitions ; qu'entre les Hachémites et les Séoudiens, par exemple, il n'y ait plus des craintes majeures que nous connaissons ; et que l'Irak ne convoite plus rien en Syrie ; et que ce qui est permis à la Jordanie, à l'Irak, à la Libye ne soit pas interdit aux autres ; enfin que tout cela ne nous conduise pas à un dépaysement pakistanais qui risque de finir en Indonésie.

Monsieur le Président de la République a reconnu avec raison la nature éminente de nos relations avec l'Egypte. Cela est vrai également de notre voisine la Syrie. Cette semaine et la précédente, nous avons montré clairement qu'entre l'Egypte, la Syrie et le Liban (les trois républiques de la Ligue) il existe des liens naturels qui diffèrent de ceux qui nous uniraient au Sultanet de Zanzibar par exemple. Notre conclusion sur ce point est qu'il faut que les arabes tiennent conférence entre eux dans la mesure où leurs intérêts concordent : car les arabes méditerranéens obéissent naturellement à une politique différente de celle des arabes du Golfe Persique.

On peut réunir et confondre utilement tous les Arabes du monde pour des relations d'ordre culturel et linguistique. On ne peut pas les confondre sans un désordre grave s'il s'agit de relations politiques et stratégiques.

Imagine-t-on tous les Anglo-Saxons, ou tous les Latins de la planète unis pour une politique commune ? Comment accorder, sur l'essentiel, cette dispersion et cette diversité ?

De nos relations avec l'Occident enfin, Monsieur le Président de la République a parlé avec prudence et en ménageant l'avenir. Le contraire eut été incompréhensible.

Tout compte fait, nous louerons le Chef de l'Etat de sa mise au point mais en la tenant pour superficielle. L'intention est bonne et nous nous en réjouissons. Mais nous désirons pour notre pays et pour le bien de tous les Arabes, une politique moins verbale, plus "réaliste", plus profonde ; une politique plus cartésienne dirons-nous hardiment. Nous tenons pour certain que ce qui fait la politique "arabe" si débile, c'est une redoutable confusion des lieux, des climats, des distances, des positions et des valeurs.

Si nous engageons la conversation sérieusement, d'abord avec le Caire et avec Damas, cela ne serait-il pas plus efficace que de converser en langue poétique et dans le vague, avec tous les Arabes du monde ?